

## LES EFFETS SUR LA SANTÉ

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, le 14 décembre, le premier ministre a déclaré ici même et je cite:

... la santé et la sécurité des gens passent avant tout.

Pourquoi a-t-il permis ces coupes sombres dans le domaine de l'environnement, et plus particulièrement dans les projets visant à évaluer les effets des virus, des métaux lourds et des substances toxiques sur la santé de 40 millions de Nord-Américains qui boivent l'eau des Grands lacs?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, on me garantit qu'aucune des compressions effectuées n'aura ce genre de conséquences terribles pour quiconque. Cependant, je le répète, la ministre sera parmi nous demain et je suis persuadé qu'elle sera en mesure de répondre à toutes les questions du député.

\* \* \*

[Français]

## L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR L'ENTENTE-CADRE SIGNÉE À MONTRÉAL

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Vendredi dernier, à Montréal, le ministre signait avec le ministre québécois aux Affaires intergouvernementales canadiennes une entente relative au développement économique régional, événement majeur qui concrétise l'amélioration des relations entre le gouvernement fédéral et celui du Québec. Le ministre peut-il m'indiquer en quoi diffère cette entente d'avec celle qu'il a récemment signée avec ses collègues de la Colombie-Britannique et de l'Ontario?

[Traduction]

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, pour répondre au député, tous les députés comprendront, j'en suis sûr, qu'il est difficile d'expliquer en quelques mots les différences fondamentales existant entre les accords de développement industriel et régional de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec. Il me suffira peut-être d'assurer au député qu'en vertu de l'accord conclu vendredi dernier avec le Québec, de nombreuses ententes auxiliaires sont prévues, ainsi qu'un financement d'environ 630 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, somme que la province de Québec a convenu de contribuer également. Cela fait un total de 1.320 milliards de dollars. En résumé, c'est la meilleure entente jamais conclue entre le gouvernement du Québec et celui du Canada, chose que l'ancien gouvernement libéral n'a jamais réussi à faire...

● (1450)

**M. le Président:** A l'ordre!

## Questions orales

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** A l'ordre!

\* \* \*

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA PUBLICATION DU LIVRE BLANC

**L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, les Canadiens ont raison d'être perplexes, surtout puisqu'en matière d'universalité, les membres du cabinet ont déjà pris trois positions différentes.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Frith:** Parfaitement. Le gouvernement compte-t-il attendre que les députés partent en congé vendredi pour publier les livres blancs sur les allocations familiales et les pensions de vieillesse, ou le ministre des Finances (M. Wilson) aura-t-il le courage de déposer ces livres blancs accompagnés des documents à la Chambre dès demain, afin que les députés d'opposition puissent interroger le gouvernement conservateur avant le congé de Noël sur l'orientation qu'il entend prendre?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je rappelle au député que le 26 juillet, lui et moi ainsi que le député de Vancouver-Est avons participé à une émission de télévision du réseau national au cours de laquelle il a déclaré, s'adressant à moi: «En résumé, pour ce qui est de votre position sur l'assurance-maladie...»

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Epp (Provencher):** ... et la sécurité sociale, vous semblez dire qu'il n'y aura pas d'argent neuf, que vous voulez tout simplement redistribuer autrement les crédits actuels». Et M<sup>me</sup> Frum a ajouté: «Pas d'argent neuf pour l'assurance-maladie ou les programmes sociaux». A cela, M. Frith a répondu: «Précisément». C'est pourquoi, étant donné ce qu'a dit le député et ce que nous avons dit...

**M. Chrétien:** Qu'en est-il du livre blanc?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Je ne peux malheureusement pas entendre la réponse du ministre. Le député a peut-être une question supplémentaire? Je n'ai pas pu entendre la réponse parce qu'il y avait trop de bruit à la Chambre.

**M. Frith:** Je vais donc répéter la même question, monsieur le Président. Le gouvernement a-t-il l'intention d'attendre que le Parlement soit en congé parlementaire pour avoir le courage de publier son exposé de principe sur les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse? Pourquoi le gouvernement ne dépose-t-il pas ces documents ici cette semaine afin que nous puissions en débattre à la Chambre?